

20210528 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/32573/le-royaume-uni-abandonne-son-plan-d-expulsion-de-milliers-de-migrants>

Actualités



Priti Patel, la ministre britannique de l'Intérieur, le 23 mai 2021. Crédit : Reuters

Le Royaume-Uni abandonne son plan d'expulsion de milliers de migrants

Par [La rédaction](#) Publié le : 28/05/2021

Le ministère de l'Intérieur britannique a annulé son plan d'expulsion de milliers de demandeurs d'asile déboutés, pendant la pandémie, selon une information du journal britannique The Guardian. Le rétropédalage concerne environ 4 000 migrants qui risquaient d'être chassés de leur logement et de se retrouver à la rue. Inacceptable en période de pandémie, selon les autorités de Santé du Royaume-Uni.

Rétropédalage de la ministre de l'Intérieur britannique Priti Patel. [Les migrants déboutés de leur demande d'asile ne seront finalement pas expulsés de leur logement](#) - mis à disposition par l'État -, selon [les informations du journal The Guardian](#). La mesure devait concerner environ 4 000 personnes.

A l'heure où le pays entame avec prudence son déconfinement, le gouvernement britannique avait décidé, au mois d'avril, de reprendre les expulsions "avec effet immédiat" des personnes qui n'avaient pas obtenu de protection internationale. Mais les autorités de santé avaient émis un avis négatif face à cette politique.

Le "Public health England" (PHE), organisme dépendant du ministère de la Santé et qui joue un rôle consultatif important auprès du gouvernement, a en effet établi un lien entre le fait de vivre à la rue et le risque accru d'infection au Covid, selon des documents consultés par le Guardian.

"Personne ne devrait devenir sans-abri du point de vue de la santé publique"

Les migrants expulsés se retrouveraient sur les trottoirs du pays ou hébergés à droite à gauche, au gré des opportunités, une situation qui favoriserait, selon le PHE, une hausse des cas de Covid-19. L'organisme de santé a notamment déclaré qu'en période de pandémie "personne ne devrait être autorisé à devenir sans-abri du point de vue de la santé publique".

"Le fait de mettre les gens dehors à n'importe quel moment est consternant, mais le faire pendant une pandémie est dangereux et inhumain", avait aussi réagi Tim Naor Hilton, directeur intérimaire de l'ONG Refugee Action, le mois dernier. "Fournir un logement sûr et habitable et prévenir la pauvreté est la moindre des choses que le gouvernement peut faire pour ces personnes qui viennent dans ce pays pour trouver un refuge."

>> À (re)lire : [Au Royaume-Uni, plusieurs suicides mettent en lumière les manques de prises en charge psychologiques des jeunes réfugiés](#)

Steve Valdez-Symonds, directeur chargé des réfugiés et des migrants à Amnesty International UK, avait également déploré la "cruauté" de cette mesure. "Le Home Office ne devrait pas créer des sans-abris [...] Pendant des années, les gouvernements ont utilisé la destitution comme une arme de politique migratoire, et cela doit cesser."

"Retirer notre soutien à ceux qui peuvent rentrer chez eux"

Les avocats du gouvernement ont déclaré lundi soir dans une lettre que Priti Patel avait accepté de "prendre en compte" les conseils fournis par le "Public Health England".

La politique d'expulsion n'est toutefois pas complètement enterrée. Elle sera à nouveau envisagée lorsque l'Angleterre atteindra l'étape 4 de la feuille de route de la pandémie, normalement prévu pour la fin juin. Un porte-parole du ministère de l'Intérieur a déclaré à ce propos : "Tout au long de la pandémie, un grand nombre de demandeurs d'asile déboutés ont bénéficié d'un logement et d'une aide financière aux frais du contribuable. Il nous paraît juste qu'à mesure que les restrictions s'atténuent, nous commençons à retirer ce soutien à ceux qui peuvent rentrer chez eux mais qui choisissent de ne pas le faire. Les prochaines décisions [concernant les expulsions] seront prises au plus tôt le 21 juin et tiendront compte des conseils de Public Health England."

Au Royaume-Uni, les [délais d'attente pour les dossiers de demande d'asile](#) ont atteint des records ces dernières années. Courant 2020, sur près de 43 000 demandes d'asile en attente dans le pays, quelque 17 000 personnes patientaient depuis au moins un an. La majorité des candidats à l'exil étaient originaires d'Iran, d'Irak ou d'Albanie.